
Robert Zimmermann

Docteur en droit

Juge au Tribunal cantonal du canton de Vaud, Lausanne

La coopération judiciaire internationale en matière pénale

Troisième édition

L·G·D·J



Bruylant SA Bruxelles



Stämpfli Editions SA Berne · 2009

Table des matières

Avant-propos à la première édition	V
Avant-propos à la deuxième édition	VI
Avant-propos à la troisième édition	VII
Table des matières	IX
Liste des abréviations	XIX
Bibliographie	XXIX
Introduction	1
I. Généralités	5
Chapitre 1: Définitions	5
1. Notion	5
2. Formes	7
3. Nature	8
4. Limites et étendue	9
Chapitre 2: Les normes régissant la coopération internationale	11
A. Le droit international	11
1. Les conventions de coopération	11
1.1. Les conventions élaborées dans le cadre de l'ONU	11
1.2. Les conventions du Conseil de l'Europe	18
a) La Convention européenne d'entraide judiciaire	18
b) La Convention européenne d'extradition	21
c) Les autres conventions	23
1.3. Les conventions de l'Union européenne	25
a) Les accords de Schengen	26
b) La Convention relative à l'extradition simplifiée	37
c) La Convention relative à l'extradition	40
d) L'accord d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique	45
e) La Convention d'entraide judiciaire	46
f) L'accord d'entraide avec les Etats-Unis d'Amérique	49
g) Le mandat d'arrêt européen	51
h) Les autres mesures relatives à l'entraide judiciaire	58
1.4. Les conventions bilatérales	63
1.5. Les déclarations de réciprocité	75

2. Les Conventions de répression.....	76
2.1. Le génocide.....	76
2.2. La torture.....	78
2.3. Le terrorisme.....	80
2.4. La criminalité organisée.....	96
2.5. Le blanchissage d'argent.....	99
2.6. La corruption.....	118
2.7. La fraude aux intérêts financiers communautaires.....	132
2.8. Le gel et la confiscation des avoirs et des biens.....	144
2.9. Domaines divers.....	154
B. Le droit interne.....	164
1. La répartition des tâches entre la Confédération et les cantons.....	164
1.1. La compétence interne de la Confédération.....	165
1.2. La compétence internationale de la Confédération.....	166
2. Le droit fédéral.....	168
2.1. La loi fédérale de 1892 sur l'extradition aux Etats étrangers.....	168
2.2. La législation fédérale sur la coopération judiciaire en matière pénale.....	169
a) La loi fédérale de 1975 relative au traité d'entraide judiciaire avec les Etats-Unis d'Amérique.....	169
b) La loi fédérale de 1981 sur l'entraide internationale en matière pénale.....	170
c) La révision de l'EIMP et la LTEJUS du 4 octobre 1996.....	172
2.3. La législation fédérale sur la coopération avec les tribunaux pénaux internationaux.....	178
a) La coopération avec les tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda et son extension au Tribunal spécial pour la Sierra Leone.....	178
b) La loi fédérale sur la coopération avec la Cour pénale internationale.....	179
2.4. La révision du droit fédéral consécutive à l'adoption de la LTF.....	179
3. Le droit cantonal.....	180
4. Pour une centralisation de la procédure.....	181
Chapitre 3: Les rapports entre les normes régissant la coopération internationale.....	185
A. Les rapports entre les normes internationales.....	185
1. Le droit international comme fondement de la coopération internationale.....	185

2.	Les rapports entre les traités.....	188
3.	Les normes supérieures du droit international.....	192
3.1.	Les normes impératives et obligatoires du droit international.....	193
3.2.	Les principes généraux du droit des gens.....	198
4.	La coopération internationale et la protection internationale des droits de l'homme	205
4.1.	Les garanties matérielles	209
a)	En matière d'extradition.....	209
b)	En matière d'entraide	216
4.2.	Les garanties procédurales	217
a)	En général.....	217
b)	La détention extraditionnelle.....	220
B.	Les rapports entre les normes internationales et le droit interne	222
1.	La primauté du droit international.....	222
2.	Le droit interne comme fondement de la coopération internationale.....	223
3.	Les normes impératives du droit interne	226
C.	Les rapports entre les normes du droit interne	228
1.	La force dérogatoire du droit fédéral.....	228
2.	La coopération internationale et les droits constitutionnels des citoyens	228
II.	Droit formel	231
Chapitre 4:	Les autorités	231
A.	Les autorités fédérales.....	231
1.	Le Conseil fédéral	231
2.	Le Département fédéral des affaires étrangères.....	233
3.	Le Département fédéral de justice et police	233
4.	L'Office fédéral de la justice.....	235
4.1.	Compétences générales	235
4.2.	Compétences spéciales en matière d'extradition, de transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux et de remise à la Cour pénale internationale.....	240
4.3.	Compétences spéciales en matière d'entraide.....	243
4.4.	Compétences spéciales en matière d'entraide avec les Etats-Unis	247
5.	Le Ministère public de la Confédération	249
6.	Le Juge d'instruction fédéral.....	250
7.	La Direction générale des douanes.....	250
8.	Les organes supérieurs de police de la Confédération et des cantons	251
9.	La Commission consultative instituée par l'art. 6 aL TEJUS	252

10. La Commission permanente instituée par l'art. 111 al. 2 EIMP	253
11. Le Tribunal pénal fédéral	254
12. Le Tribunal fédéral	254
B. Les autorités cantonales	256
Chapitre 5: La procédure	259
A. Le droit applicable	259
B. Les parties	263
C. La demande	267
1. L'objet de la demande	267
2. L'acheminement et la remise de la demande	269
3. La forme de la demande	273
4. Le contenu de la demande	275
5. Le complètement de la demande	283
6. Le concours de demandes	285
7. La demande devenue sans objet	287
8. Le traitement de la demande	288
8.1. L'examen de la validité de la demande	288
8.2. L'exécution de la demande	289
8.3. L'exécution conditionnelle	294
8.4. L'exécution différée	300
8.5. La notification de la décision relative à la demande	300
8.6. L'autorité de chose jugée	303
8.7. La restitution	304
9. La remise d'objets ou de valeurs	304
9.1. La réglementation de l'ancienne EIMP	305
9.2. Le système de la nouvelle EIMP	307
9.3. La remise extraditionnelle	308
9.4. La remise à titre probatoire	310
9.5. La remise en vue de confiscation ou de restitution	311
D. Questions spéciales relatives à l'extradition	322
1. Les mesures provisoires	322
2. La détention extraditionnelle	324
3. L'octroi de l'extradition	329
3.1. L'extradition simplifiée	330
3.2. La remise de l'extradé	331
3.3. La remise ajournée ou temporaire	332
3.4. Le délai de répit	333
3.5. L'extension de l'extradition	334
3.6. La réextradition	335
E. Questions spéciales relatives à la remise à la Cour pénale internationale et au transfèrement aux tribunaux pénaux internationaux	336
1. Les conditions de la remise et du transfèrement	336

2. Les mesures provisoires	339
3. La remise et le transfèrement	343
3.1. La décision	343
3.2. La remise et le transfèrement simplifiés.....	345
3.3. L'exécution de la remise et du transfèrement	345
3.4. La remise et le transfèrement ajournés ou temporaires	346
F. Questions spéciales relatives à l'entraide.....	347
1. Les mesures provisoires	347
2. La notion d'actes d'entraide	349
3. La notification d'actes de procédure, de décisions judiciaires et de citations	351
3.1. En général.....	351
3.2. Dans l'application du TEJUS.....	353
4. La citation de témoins ou d'experts	357
5. La protection du domaine secret.....	360
5.1. En général.....	360
5.2. Dans l'application du TEJUS.....	365
5.3. L'apposition et la levée de scellés.....	365
6. Le tiers non impliqué.....	369
6.1. En général.....	369
6.2. Dans l'application du TEJUS.....	370
7. L'obligation de garder le secret.....	372
8. La présence de personnes qui participent à la procédure étrangère	373
8.1. En général.....	373
8.2. Dans l'application du TEJUS.....	378
9. La transmission spontanée de moyens de preuve et d'informations.....	381
10. L'entraide «sauvage»	386
11. L'exécution simplifiée	387
12. La remise de détenus aux fins d'investigation	389
12.1. En général.....	389
12.2. Dans l'application du TEJUS.....	391
13. Le transit.....	391
14. Le maintien de la détention ordonnée à l'étranger	393
15. L'audition par vidéoconférence	393
16. L'audition par conférence téléphonique.....	397
17. L'observation transfrontalière.....	398
18. La livraison surveillée	402
19. L'enquête discrète	403
20. Les équipes communes d'enquête.....	406
21. La surveillance de la correspondance par poste et télécommunication	409
G. Questions spéciales concernant l'entraide avec les Etats- Unis d'Amérique	414
1. L'entraide pour la répression du crime organisé	414

2. La déposition sous serment	417
3. Modalités particulières de l'exécution de la demande..	418
4. La remise d'objets ou de valeurs	420
H. Questions spéciales relatives à l'entraide avec la Cour pénale internationale et les tribunaux pénaux internationaux.....	420
I. La Suisse comme Etat requérant	425
J. Le règlement des frais	428
1. Entre les Etats	428
2. Entre la Confédération et les cantons	432
K. L'indemnisation.....	433
1. Pour l'acte licite	434
2. Pour l'acte illicite	435
Chapitre 6: Le droit d'être entendu.....	437
1. Le droit d'être entendu au sens étroit.....	438
2. Le droit d'être assisté d'un mandataire.....	440
3. Le droit de consulter le dossier.....	442
4. Le droit de participer à l'exécution de la demande	447
5. Le droit de recevoir une décision motivée.....	449
6. L'indication des voies de droit.....	452
Chapitre 7: Les voies de droit	453
A. Les voies de droit spéciales.....	454
1. Le recours administratif.....	454
2. La plainte au sens de l'art. 37 par. 3 TEJUS	456
3. Le recours au Tribunal administratif fédéral	456
B. Le recours au Tribunal pénal fédéral.....	457
1. L'objet du recours	458
2. Les conclusions du recours.....	473
3. Les motifs du recours	474
4. La cognition.....	475
5. La qualité pour agir	476
6. Les délais de recours	491
7. L'effet suspensif.....	495
C. Les recours au Tribunal fédéral.....	496
1. Le recours en matière de droit public	496
2. Le recours en matière pénale.....	501
3. Le recours constitutionnel subsidiaire	502
4. Les effets de l'arrêt du Tribunal fédéral.....	502
III. Droit matériel.....	505
Chapitre 8: Les conditions matérielles de la coopération internationale	505
A. L'infraction donnant lieu à la coopération	505
1. En général.....	505
2. Dans l'application du TEJUS.....	508

B. Le caractère pénal et judiciaire de la procédure ouverte dans l'Etat requérant	509
1. En général.....	509
2. Dans l'application du TEJUS.....	511
C. La compétence répressive de l'Etat requérant	513
1. Les facteurs de rattachement	514
2. Les facteurs de rattachement et la coopération internationale.....	518
3. Le principe de l'universalité et la coopération internationale.....	521
4. L'exception liée au meilleur reclassement social.....	526
D. La réciprocité	528
E. La double incrimination	530
1. En général.....	530
2. Dans l'application du TEJUS.....	541
3. Casuistique	543
3.1. Les infractions liées au trafic de stupéfiants.....	543
3.2. Le crime organisé.....	544
3.3. Le délit d'initiés	545
3.4. La corruption.....	547
a) Avant la révision du CP du 22 décembre 1999.....	548
b) Après la révision du CP du 22 décembre 1999.....	551
3.5. Le blanchissage du produit du crime.....	552
3.6. L'escroquerie	556
3.7. Les délits de nature économique, fiscale et commerciale	559
3.8. Divers	560
4. Perspectives.....	563
Chapitre 9: Les motifs d'exclusion de la coopération internationale.....	565
A. Les motifs liés à la nature de l'infraction réprimée dans l'Etat requérant	565
1. Le délit politique	566
1.1. En général.....	566
1.2. Casuistique	575
1.3. Perspectives.....	578
2. Le but déguisé de la poursuite	579
2.1. En général.....	579
2.2. Casuistique	581
3. Le délit militaire	583
4. Le délit monétaire, douanier, commercial ou économique	584
4.1. En général.....	584
4.2. Dans l'application du TEJUS.....	587
4.3. Casuistique	588

5.	Le délit fiscal.....	589
5.1.	En général.....	590
5.2.	Dans l'application du TEJUS.....	599
5.3.	Casuistique.....	601
5.4.	Perspectives.....	603
B.	Les motifs liés à la nature de la peine ou aux mauvais traitements encourus dans l'Etat requérant.....	605
C.	Les motifs liés aux conditions de répression de l'infraction.....	607
1.	La bénignité des faits.....	607
2.	Le défaut de compétence de l'Etat requérant.....	609
3.	L'existence d'une procédure parallèle dans l'Etat requis.....	610
4.	La règle «ne bis in idem» et la «res judicata».....	611
5.	La prescription.....	620
6.	L'alibi.....	625
7.	L'extinction de l'action pénale.....	628
8.	L'amnistie.....	629
9.	La grâce.....	631
D.	Les motifs liés aux défauts de la procédure dans l'Etat requérant.....	631
1.	L'exigence du respect des garanties procédurales.....	634
2.	L'interdiction des tribunaux d'exception.....	636
3.	Le jugement rendu par défaut.....	638
4.	Les autres défauts graves de la procédure.....	643
E.	Les motifs liés à la personne poursuivie.....	645
1.	L'immunité.....	645
2.	L'âge.....	653
3.	La maladie.....	654
4.	La mort.....	655
5.	La nationalité.....	656
6.	L'octroi de l'asile.....	661
7.	Le reclassement social.....	661
F.	Les motifs liés à l'ordre public, à la sûreté et aux intérêts essentiels de l'Etat requis.....	662
1.	En général.....	662
2.	Dans l'application du TEJUS.....	667
3.	Perspectives.....	668
Chapitre 10: L'étendue de la coopération internationale.....		669
A.	Le principe de la proportionnalité.....	669
B.	Le principe de la spécialité.....	680
1.	En général.....	680
2.	En matière d'entraide.....	682
3.	Dans l'application du TEJUS.....	687
4.	En matière d'extradition.....	689

IV.	Délégation de la poursuite et exécution des décisions pénales étrangères.....	693
Chapitre 11: La délégation de la poursuite	693	
1.	En général.....	693
2.	La Suisse comme Etat requis.....	694
3.	La Suisse comme Etat requérant	697
4.	La maxime «aut dedere, aut judicare».....	701
Chapitre 12: L'exécution des décisions pénales étrangères	713	
1.	Le droit international	713
2.	Le droit interne	727
2.1.	La Suisse comme Etat requis.....	727
a)	En général.....	727
b)	Dans l'application de la LCPI	733
c)	Dans l'application de la LCTPI.....	735
2.2.	La Suisse comme Etat requérant	736
	Table alphabétique.....	739
	Table de la jurisprudence.....	797
	Index des principales normes citées.....	829